



Travail de la résine et du polyester

Vous exploitez une activité de travail de matières plastiques, résines, polyester (construction marine, fabrication de planches de surf, de va'a, de bateaux...).

Ce guide rassemble les obligations principales en termes de gestion environnementale, gestion de l'hygiène et de la sécurité liées à votre activité et quelques conseils essentiels dans ces domaines.





QUELLES OBLIGATIONS EN ENVIRONNEMENT ?05

DIFFERENTS TYPES DE DECHETS, DIFFERENTES SOLUTIONS D'ELIMINATION.....	05
L'EAU	06
L'AIR	07
LE BRUIT	08
L'ENERGIE	08
ICPE	09

QUELLES OBLIGATIONS EN HYGIÈNE ET SECURITE ? 11

LES RISQUES	11
LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS	12
AMENAGEMENT DES LOCAUX ET EQUIPEMENTS DE TRAVAIL	16
ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC	18



1 DIFFERENTS TYPES DE DECHETS, DIFFERENTES SOLUTIONS D'ELIMINATION

		Vos déchets	Vos solutions d'élimination
Déchets Industriels Banals	Déchets Inertes	<ul style="list-style-type: none"> • Emballages plastiques propres • PVC • Ferraille, métaux • Polystyrène propre 	Je réutilise ou Collecte spécifique par un prestataire spécialisé** ou CET de Paihoro* ou autre CET de 3 ^{ème} catégorie autorisé ou ferrailleur
	Déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none"> • Papiers / cartons • Palettes • Bois, panneaux laminés et stratifiés, copeaux, écorces, sciures... • Fibre de verre • Pains de mousse polyuréthane 	Collecte spécifique par un prestataire spécialisé** ou CRT de Motu Uta* Je réutilise ou je valorise (paillage, panneaux) ou unité de compostage ou Collecte spécifique par un prestataire spécialisé** ou CET de Paihoro*
Déchets Industriels Spéciaux	Déchets Dangereux	<ul style="list-style-type: none"> • Résine polyester, résine époxy • Bombes aérosols vides • Solvants usagés • Cartouche de colle, silicone • Emballages et bidons souillés • Chiffons souillés • Déchets provenant de peinture, vernis, laque, enduit contenant des solvants organiques, acétone ou autres substances dangereuses 	Collecte spécifique par un prestataire spécialisé**

CET : Centre d'Enfouissement Technique - CRT : Centre de Recyclage et de Transfert

* Le dépôt de vos déchets dans ces centres est soumis à autorisation préalable, délivrée par les centres en question

** La liste des prestataires spécialisés est disponible au niveau de la cellule Développement Durable de la CCISM.

Attention ! Tout déchet non dangereux mélangé avec un déchet dangereux devient un déchet dangereux.

La commune n'a pas obligation de collecter les déchets issus de votre activité. Les déchets dangereux ne peuvent être évacués via la collecte de la commune.

En tant que détenteur ou producteur de déchets, vous en êtes responsable jusqu'à leur élimination finale.

Lorsque vous travaillez avec des prestataires pour la collecte de vos déchets dangereux, assurez-vous de leur déclaration auprès de la Direction de l'Environnement et demandez-leur des **BSDD** (Bordereaux de Suivi des Déchets Dangereux) qui justifieront de l'élimination conforme de vos déchets en cas de contrôle (à conserver pendant 5 ans).

Pour vos déchets non dangereux, veillez à bien conserver les factures et bons d'enlèvement.

Il est **interdit de brûler vos déchets ou de les abandonner dans le milieu naturel** (décharges sauvages, rivière...).

Pensez à réduire vos déchets !!

En diminuant les emballages (livraison en vrac par exemple), en favorisant la valorisation (compostage), en optimisant le tri et le recyclage.

2 L'EAU

a. Rejets d'eaux usées

Le rejet d'eaux usées dans le milieu naturel sans traitement préalable est interdit. Il est **interdit** de déverser les déchets liquides (solvants, huiles, peintures,...) à l'égout.

b. Stockage des produits et déchets dangereux

Pour éviter tout rejet accidentel, stockez vos liquides dangereux sur rétention à l'abri de la pluie. Le volume de rétention est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

3 L'AIR

Les produits chimiques utilisés, en particulier les alcools, les solvants et certaines encres Les produits chimiques utilisés, en particulier les **solvants, peintures et vernis** contiennent des **C.O.V** (Composés Organiques Volatils), nocifs pour la santé. Certains produits peuvent également être **inflammables**. Enfin, le fonctionnement de vos machines de ponçage, polissage, perçage produit de nombreuses **poussières nocives pour la santé**.

Ainsi, il est fortement recommandé :

- De posséder une **ventilation mécanique et un extracteur d'air** pour l'aspiration des vapeurs et des poussières et ainsi éviter tout risque d'atmosphère explosive ;
- De posséder un système de **recupération des poussières** ;
- De toujours **bien refermer** les bidons et autres conteneurs de produits chimiques ;
- De stocker les chiffons imprégnés dans des récipients **fermés** ;
- D'utiliser, dans la mesure du possible, des produits les **moins volatils** (pression de vapeur la plus faible, notamment identifiés par la marque NF Environnement ou l'Eco Label Européen) ;
- De stocker les produits dans des locaux frais, à l'abri de toute source de chaleur et des rayons UV.

Votre installation ne doit en aucun cas être la source de nuisances olfactives pour le voisinage.

Le débouché de la ventilation à l'extérieur doit donc être aussi loin que possible des habitations et établissements voisins.

4 LE BRUIT

Votre activité ne doit pas être à l'origine de bruits ou vibrations excessifs susceptibles d'incommoder le voisinage.

Si vous êtes soumis à la réglementation des installations classées (voir point 6), le niveau sonore à ne pas dépasser est fixé dans votre arrêté d'autorisation d'exploiter.

Dans certains cas, un arrêté municipal peut fixer la réglementation relative au bruit dans la commune. Renseignez-vous auprès de votre mairie.

Pensez à entretenir vos machines et à les équiper de systèmes atténuant les vibrations et les bruits (plots anti-vibratiles, capotage, isolation phonique de votre atelier...).

5 L'ENERGIE

La **Maîtrise De l'Énergie (MDE)** consiste à réduire sa consommation d'énergie dans un souci :

- d'économies financières (réduction de ses factures d'électricité) ;
- d'économies de ressources ;
- de diminution des pollutions (en Polynésie française, l'électricité est en majorité produite par des groupes électrogènes fonctionnant au fuel lourd) ;
- et donc, globalement, de réduction de son empreinte écologique.

Vous pouvez faire réaliser un **Diagnostic Energétique** de votre entreprise visant à déceler les **gisements d'économies d'énergie** (par exemple : optimisation de l'éclairage et de l'utilisation des climatisations, optimisation des processus industriels, travail sur le comportement de vos employés...).

Il existe des **aides financières pour la réalisation de ce type d'études.**

Quelles solutions pour économiser l'énergie ?

- Choisir du matériel économe en énergie : même s'il est plus cher à l'achat, il sera moins coûteux à l'utilisation. Rationnez en coût d'investissement et de fonctionnement.
- Entretenez vos équipements.
- Améliorez l'isolation vos bâtiments pour diminuer les pertes de fraîcheur.
- Eclairage : privilégiez l'éclairage naturel ou basse consommation (LBC ou LED).
- Pensez aux énergies renouvelables.

6 ICPE

Code de l'environnement – Livre II – Titre II

Selon la nature de votre activité, elle peut être **soumise à autorisation** au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les rubriques indiquées sont données à titre indicatif. Vos installations peuvent être concernées par d'autres rubriques non listées ici.

Rubrique	Désignation	Critère de classement
2410	Atelier où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues.	La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines est supérieure à 20kW.
2415	Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés.	La quantité de produits susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 200 litres.
2661 - 1	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc...).	La quantité maximale de matière susceptible d'être traitée est supérieure à 1 tonne / jour.

Rubrique	Désignation	Critère de classement
2661 - 2	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc...).	La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines est supérieure à 40 kW.
2662	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques).	Le volume susceptible d'être stocké est supérieur à 65 m ³ .
2940	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc... sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile, ...)	1) Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé « au trempé » : la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 100 litres. 2) Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, ...) : la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 10 kg/jour. 3) Lorsque l'application est faite par tout procédé mettant en œuvre des poudres à base de résines organiques : la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 20 kg/jour.

Si vous êtes concerné, vous devrez réaliser un dossier de demande d'autorisation d'exploiter, **l'autorisation étant un préalable à l'exploitation de toute installation classée.**

N'hésitez pas à contacter **le service des installations classées** de la **Direction de l'Environnement** ou le **conseiller technique Développement Durable de la CCISM** pour vous aider dans ces démarches.

1 LE RISQUE INCENDIE

Les conséquences d'un incendie sur votre activité peuvent être dramatiques d'un point de vue économique comme sur la santé des personnes. Il est donc indispensable de **prévenir le risque incendie** et de mettre en place des **mesures permettant de limiter les conséquences d'un départ de feu.**

Le risque incendie existe si l'on est en présence simultanée :

- D'un combustible (ex : un stock de cartons)
- D'un comburant (l'oxygène de l'air le plus souvent)
- D'une source d'ignition ou énergie d'action (ex : une défaillance sur le matériel électrique).

C'est ce qu'on appelle le **triangle du feu.**



Pour **prévenir le risque incendie**, il convient de faire disparaître l'un de ces trois composants. Le plus souvent, c'est la source d'ignition que l'on va traiter : recherche des défaillances sur le matériel électrique et entretien régulier de ce dernier, prévention des actes de malveillance par la mise en place d'un gardiennage, information des employés (panneaux « Interdiction de Fumer »)...

Il est également nécessaire de mettre en place des dispositifs permettant de **limiter les conséquences d'un incendie.** Ces dispositifs sont de deux ordres :

- **Matériel** : isolation des stockages à risque dans des pièces avec murs et portes coupe-feu, mise en place d'un système de sécurité incendie (détection et alarme), mise en place de moyens de lutte (extincteurs, Robinets Incendie Armés, sprinkleurs ou extincteurs automatiques...),...
- **Organisationnel** : consignes à respecter en cas d'alerte incendie, formation des employés à la lutte contre l'incendie,...

2 LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Voici une liste non exhaustive de risques auxquels vous et vos employés êtes exposés et les mesures de prévention adéquates à mettre en œuvre :

Danger	Type de risque	Prévention
Utilisation de produits chimiques.	Brûlures chimiques, allergies, irritations cutanées et, à plus long terme, cancer de la peau.	Utilisation des équipements de protection individuelle (EPI – gants, lunettes, tablier...), formation des employés (risque chimique), analyse des recommandations des fiches de données sécurité (FDS), substitutions des produits dangereux par des produits moins dangereux.
Exposition aux vapeurs toxiques, aux poussières de résine, de mousses polyuréthane et polystyrène.	Intoxication par les vapeurs de solvant (effets narcotiques, troubles digestifs), irritation des voies respiratoires et, à plus long terme, cancer des voies respiratoires.	Utilisation des équipements de protection individuelle (EPI - gants, lunettes, masque respiratoire...), formation des employés (risque chimique), analyse des recommandations des fiches de données sécurité (FDS), substitutions des produits dangereux par des produits moins dangereux, ventilation des locaux.
Exposition au bruit.	Perte de l'audition.	Utilisation des équipements de protection individuelle (casque antibruit, bouchons...), entretien des machines, mise en place de dispositif diminuant le bruit des machines (capotage par exemple).
Utilisation d'outils coupants, de machines...	Coupures, écrasements, projection de corps étrangers dans les yeux...	Utilisation des équipements de protection individuelle (EPI - gants, lunettes, tablier...), formation des employés.

Danger	Type de risque	Prévention
Mauvaises postures, manutention de charges, travail en hauteur, travail en espace confiné, gestes répétitifs,...	Blessures, troubles Musculo-Squelettiques (TMS), perte d'acuité visuelle.	Adaptation du poste de travail, formation des employés (gestes et postures).

La prévention des risques professionnels consiste à protéger la santé et la sécurité des employés d'une entreprise. Elle est **obligatoire** pour toutes les entreprises d'au moins un salarié.

Obligations de l'employeur : (Code du Travail)

« L'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs par :

- Des actions d'identification et de prévention des risques professionnels ;
- Des actions d'information et de formation de ses employés ;
- La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. »

Obligations des salariés : (Code du Travail)

« Conformément aux instructions qui lui sont données par l'employeur, dans les conditions prévues au règlement intérieur s'il existe, il incombe à chaque travailleur de prendre soin, en fonction de sa formation et selon ses possibilités, de sa sécurité et de sa santé ainsi que de celle des autres personnes concernées du fait de ses actes ou de ses omissions au travail. »

Evaluer un **risque**, c'est déterminer :

- s'il y a un **danger**,
- **ET** s'il y a une **exposition** des employés à ce danger.

La démarche **d'Evaluation des Risques Professionnels (EvRP)** consiste, **pour tous les postes de travail** de l'entreprise, à :

- identifier et évaluer les situations de travail présentant un **risque** ;
- **hiérarchiser** les risques (fréquence / gravité) ;
- mettre en œuvre des **mesures** visant à **protéger** les employés de ce risque ;
- **réévaluer ce risque** chaque année ou lors d'un incident ou d'une réorganisation.

Le document d'Evaluation des Risques Professionnels (EvRP), rédigé par l'employeur, synthétise les résultats de cette démarche (évaluation des risques et mesures de prévention mises en place).

Exemple de tableau de bord pour l'évaluation des risques professionnels :

Phase de travail	Danger identifié	Risque identifié	Moyens de prévention existant à l'unité de travail	Risque subsistant	Niveau du risque : fréquence et gravité	Actions et mesures envisagées
Notez les postes occupés ou activités réalisées.	Notez les dangers.	Concerne les risques et les dommages causés.	Notez les mesures de prévention et de protection qui existent déjà.	Notez la nature du risque qui subsiste malgré les moyens de prévention et de protection existants.	Le niveau de risque dépend de la fréquence (quelque fois, souvent, toujours) et de la gravité (bénigne, avec arrêt de travail, grave).	Notez les actions et mesures envisagées pour réduire le risque subsistant et le calendrier de mise en œuvre.
			Exemples			
Manipulation de produits chimiques.	Exposition aux vapeurs toxiques	Intoxication	Masque respiratoire	Intoxication si défaillance (cartouche périmée) ou mauvais entretien du masque	Moyen.	Mise en place d'un système de ventilation d'ici 6 mois

Attention ! A compter du **1^{er} janvier 2014**, le document d'Evaluation des Risques Professionnels devra être tenu à la disposition du service du travail **dans toutes les entreprises d'au moins un salarié.**

Pour sa rédaction, vous pouvez solliciter **l'appui de votre médecin du travail** ou avoir recours à un consultant externe.

La prise en compte de la sécurité au sein de votre entreprise est une obligation réglementaire. Néanmoins, au-delà de cet aspect, en garantissant la sécurité et la bonne santé de vos employés, vous **améliorez les performances de votre entreprise, sa productivité et donc sa compétitivité.**



3 AMENAGEMENT DES LOCAUX ET EQUIPEMENTS DE TRAVAIL

Les lieux de travail doivent être régulièrement **entretenus et aménagés pour assurer la sécurité et la santé des travailleurs** (aération, éclairage, signalisation, adaptation des postes de travail aux employés...).

Ils doivent disposer de **toilettes, vestiaires, et douches** le cas échéant.

Pour les machines achetées neuves l'acquéreur doit faire attention aux 3 points suivants:

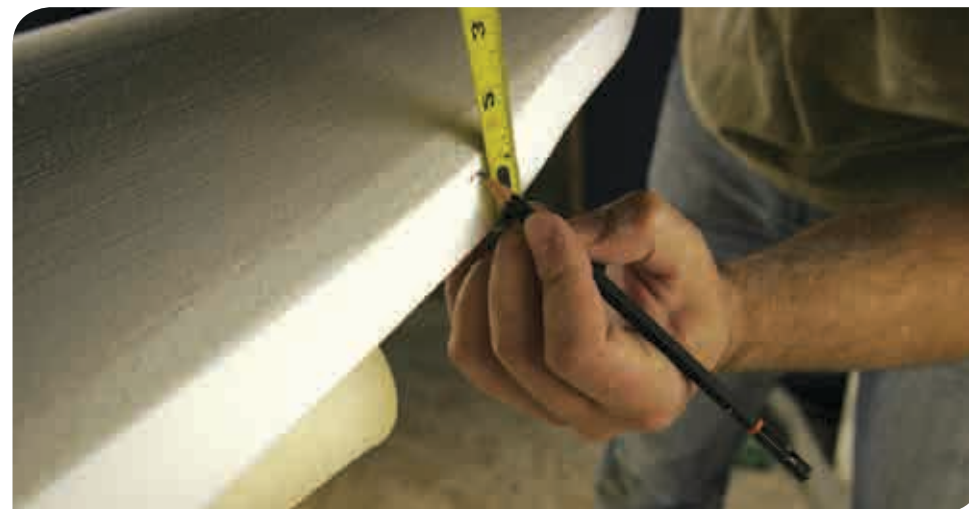
- Certificat de conformité,
- Notice en français,
- Marquage «CE» sur l'équipement.

Des vérifications périodiques sont obligatoires :

Désignation	Fréquence de vérification	Références réglementaires
Installations électriques	<p>Annuelle pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les locaux et emplacements de travail où existent des risques de dégradation, d'incendie ou d'explosion, • les chantiers comportant des installations provisoires ou emplacements de travail à l'extérieur et à découvert, • locaux et emplacements de travail dans lesquels il existe des installations des domaines B.T.B., H.T.A. et H.T.B, • les locaux et emplacements de travail non isolants où sont utilisés des matériels amovibles. <p>La périodicité des vérifications est fixée à trois ans pour les autres locaux et emplacements.</p>	<p>Article A. 4456-29 du Code du Travail.</p> <p>Article EL 19 de la réglementation ERP.</p>
Extincteurs et dispositifs de sécurité incendie	<p>Annuelle.</p> <p>Attention, dans certains cas, des essais et visites périodiques trimestriels des équipements de sécurité doivent être réalisés.</p> <p>Cette disposition s'applique aux entreprises où peuvent se trouver occupées ou réunies normalement plus de cinquante personnes, ainsi que dans celles, quelle que soit leur importance, où sont manipulées et mises en œuvre des matières inflammables du premier groupe.</p>	<p>Article A. 4226-35 et A. 4226-2 du Code du Travail.</p> <p>Article MS 73 de la réglementation ERP</p>

Désignation	Fréquence de vérification	Références réglementaires
Installations de ventilation	Régulièrement et de façon à maintenir un niveau de ventilation conforme aux dispositions du Code du Travail.	Article A. 4222-4 du Code du Travail
Échelles	Avant chaque utilisation.	Article A. 4534-13 du Code du Travail
Échafaudages	Initiale puis trimestrielle.	Article A. 4322-28 du Code du Travail
Monte charge et ascenseurs	Entretien et graissage régulier des appareils. Vérification des câbles et chaînes de levage tous les six mois au moins. Vérification des organes de sécurité une fois l'an au moins.	Article 8 de la Délibération n° 91-015 AT du 17 janvier 1991
Appareils de levage	Annuelle	Article A. 4322-29 du Code du Travail

Le chef d'entreprise doit consigner dans un registre de sécurité tous les éléments concernant les vérifications périodiques des locaux, machines et équipements de sécurité.



4 ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

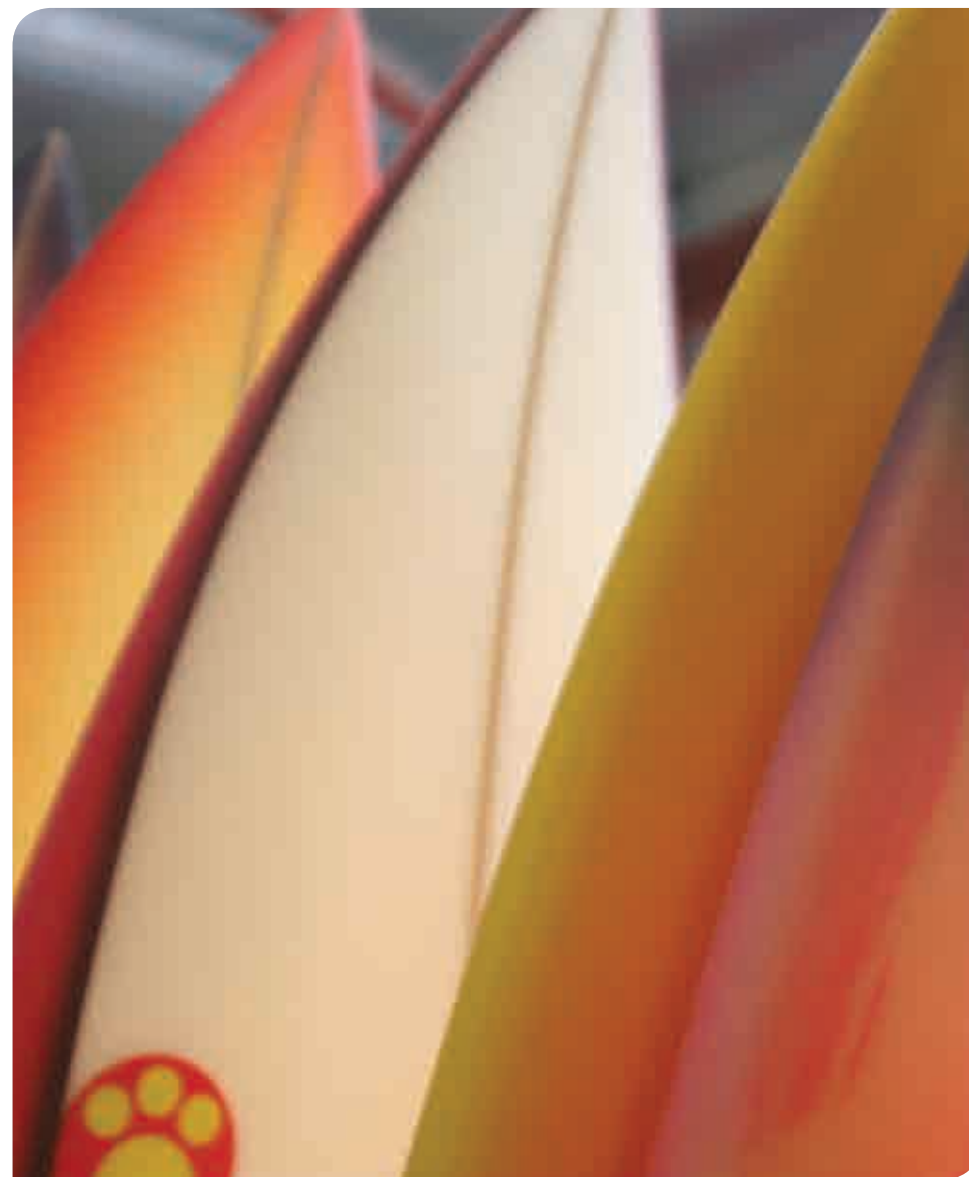
Dès lors qu'ils reçoivent du public, vos bâtiments sont soumis à la réglementation des **Établissements Recevant du Public** ou **ERP**. Dans ce cas, ils doivent alors respecter des règles définies dans le Code de l'Aménagement de la Polynésie française (Livre 5), concernant la **sécurité incendie, l'évacuation du public** et **l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite**.

La conformité de votre établissement par rapport à cette réglementation est vérifiée par le service de l'urbanisme.

Pensez à la **formation professionnelle continue** : en développant les compétences de vos salariés, votre entreprise devient plus performante et compétitive.

En outre, certaines formations en sécurité sont obligatoires : prévention du risque incendie, habilitation électrique.

Le **Fonds Paritaire de Gestion** vous rembourse les couts de formations dispensées à vos salariés.



Le conseiller développement Durable, Hygiène & Sécurité de la CCISM
est à votre disposition pour plus d'informations :

CCISM

Tél. : 40 47 27 31 / Fax : 40 47 27 27
brice@ccism.pf

CONSULTATIONS RÉGLEMENTAIRES

www.lexpol.pf

CONTACTS UTILES

- **ADEME**
Tél. : 40 46 84 71
ademe.polynesie@ademe.fr
- **CPS Cellule Prévention**
Tél. : 40 41 68 68
- **Direction de l'Environnement**
Tél. : 40 47 66 66
www.environnement.pf
- **Fonds Paritaire de Gestion de la Formation Professionnelle**
Tél. : 40 42 71 00
www.formationprocontinue.org
- **Médecine du Travail**
Tél. : 40 50 19 99 (SISTRA)
Tél. : 40 50 21 21 (AMT-CGPME)
- **Service de l'Urbanisme**
Cellule Sécurité Incendie/ERP
Tél. : 40 46 82 63
www.urbanisme.gov.pf
- **Service du Travail**
Tél. : 40 50 80 01
www.servicedutravail.gov.pf
- **Société Environnement Polynésien (SEP)**
Tél. : 40 54 34 50
www.sep.pf